le 6 Novembre 1979
Mardi
Montréal
Vol. 69, No. 38
3 sous

The McGill Daily

Edition française hebdomadaire

Oh! Qu'il est beau le ballon! Mais attention, derrière le ballon se cache l'oppression... (voir textes en pages 1 et 7).

Les femmes adoptent un plan d'action

par Marie-France Poklukar

En dépit d'interventions inopportunes et de délibérations dérisoires, les Etats généraux II des travailleuses salariées québécoises ont tout de même réussi à adopter un plan d'action commun afin de satisfaire la revendication de leurs droits.

Tenu samedi dernier au cégep Maisonneuve, le colloque s'est penché sur la situation de la condition féminine au Québec et sur le droit fondamental de la femme de travailler: "à temps égal, à salaire égal". "Le but fixé à ce colloque était d'adopter un comité de coordination qui aurait comme mandat de dresser une structure d'actions et de s'assurer que ces dernières soient menées à bien", a expliqué Monique Simard, conseillère syndicale à la condition féminine de la CSN. Toutefois, la proposition a été rejetée. Le comité de coordination aura donc le mandat, à court terme, d'approuver et de coordonner des actions concrètes et de dresser le bilan de l'ensemble des actions.

Il a aussi été décidé que ce comité soit composé d'une part d'un représentant par groupe d'action et d'autre part de représentants des centrales syndicales CSN et CEQ. Par ailleurs, suite à l'intervention de Simard, la proposition d'inclure l'ANEQ à l'intérieur d'un comité d'action a été rejetée: "Si on acceptait l'ANEQ, il faudrait accepter tous les autres petits groupes et femmes autonomes au même titre que les centrales syndicales."

"Ce n'est pas à propos de la condition générale de la femme qu'on discute, mais sur la condition des femmes salariéel," a-t-elle ajouté.

Malgré la décision de la FTQ de refuser d'endosser officiellement les Etats généraux I qui se sont déroulés au début de mars 79, une proposition a été mise sur table afin que cette centrale puisse avoir la possibilité de faire partie du comité de coordination. Monique Simard répliqua en disant que: "La FTQ est une organisation de travailleurs et je ne vois pas pourquoi leur position changerait." Néanmoins, la proposition fut adoptée, ce qui semblait indiquer la volonté de développer une certaine solidarité des femmes.

Il a aussi été question "d'identifier l'ennemi des femmes," lors de la mise en oeuvre du comité plénier

"Il n'y a pas de formule magique, c'est notre situation qu'on doit changer et cet ennemi disparaîtra peut-être" a rétorqué un membre de la salle. Marie Gagnon, présidente du comité Laure Gaudreault de la CEQ, se ralliait du même côté en affirmant que "l'école capitaliste a appris aux hommes à se comporter de façon sexiste et raciste et ce n'est pas en mettant la faute sur les hommes, qu'on changera quelque chose."

Plusiers points, dont les plus importants sont ceux traitant de sexisme et de racisme, se retrouvent à l'intérieur de la plate-forme de rvendications minimales. Mais il est surtout question des droits parentaux, tels l'exigence de congés maternité payés à 100% d'une durée de 20 semaines pour toutes les travailleuses enceintes et l'établissement d'un réseau de service d'avortement et de contraception libres et gratuits accessible à toute la population.

"Maintenant il reste à savoir si on parle surtout de solidarité des femmes ou de solidarité des syndicats," a lancé un membre de l'assemblée. A cette idée cepandant, le sentiment général démontrait clairement une tendance vers la solidarité des femmes; le comité de coordination élu aura donc le mandat de représenter, à court terme, la majorité des travailleuses salariées de la province de Québec.

French out of menu

par Pierre Shanks

La Société étudiante de l'université McGill défie la loi 101 depuis bientôt 3 ans. En effet, ceux qui fréquentent la cafétéria et le pub du "Union" ont sans doute remarqué que les menus affichés aux murs ne sont rédigés qu'en anglais.

Questionné à ce sujet, John Psiharis, gérant de la nourriture et de la boisson, a dit qu'il n'avait "pas vraiment" de politique en ce qui concerne l'affichage en français dans le pub et la cafétéria. "Notre politique (sic) est d'afficher dans les deux langues, mais nous n'avons pas encore effectué de pas dans cette direction", de dire Psiharis. Rappelons que la loi est entrée en vigueur il y aura bientôt 3 ans.

Finalement, Psiharis a avoué que "les pas dans cette direction" seront pris d'ici une semaine.

Vie urbaine:

L'enfant est oublié

par Max Adrien

"La qualité de la vie de l'enfant n'est jamais prise en considération puisqu'il appartient à un ensemble non-productif, et que l'espace urbain est une marchandise."

C'est ce que déclarait M. Henri Laborit, conférencier invité lors de la clôture officielle dimanche à Montréal du 7e Congrès international de IUMOSEA (Union mondiale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence), consacré cette année à *L'enfant et la vie urbaine.* Le ministre de l'Education du Québec, M. Jacques-Yvan Morin, et M. Jean-Claude Marsan, président de la session, assistaient également à l'événement.

Ce Congrès, organisé par l'UNICEF et le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant, a réuni à l'hôtel Méridien, pendant 4 jours de conférences et de travaux intensifs, plus de 250 éminents spécialistes mondiaux, sociologues et pédagogues, penchés sur les problèmes complexes que confronte l'enfant d'aujourd'hui, ses besoins affectifs, familiaux et sociaux au milieu des grandes villes de plus en plus hostiles à son épanouissement.

M. Henri Laborit, président du laboratoire d'Eutonologie de l'hôpital Boucicault à Paris, n'a pas caché son pessismisme face à une situation urbaine qu'il juge aujourd'hui alarmante pour le jeune citadin: "La ville moderne, symbole de l'agressivité compétitive de tous ses habitants, est le produit d'une société hiérarchiquement organisée où s'élabore le progrès technique. C'est dans ce cadre urbain où tout est devenu une marchandise, où l'on apprend dès l'enfance qu'il n'est de bonheur que dans la promotion sociale, dans ce cadre urbain où il n'existe pas d'amis mais seulement des concurrents qui vous dominent si vous ne réussissez pas à les dominer, qu'il faut placer l'enfant et essayer de la comprendre," a déclaré M. Laborit.

"L'enfant, comme les vieillards et les handicapés, est exclu de la ville et, contrairement à l'adulte producteur, capable de travailler, qui construit cette ville, l'enfant ne peut agir sur le milieu qui l'entoure que tardivement. Il doit tout apprendre et doit, dès sa haissance, constituer seul son schéma corporel," a ajouté M. Laborit.

M. Morin de son côté, dans une allocution très optimiste qui tranchait singulièrement avec les propos de M. Laborit, a insisté sur les efforts entrepris par le gouvernement pour améliorer la vie de l'enfant dans le contexte urbain. Le promulgation de la loi 24 sur la protection de la jeunesse et la création du Secrétariat québé-

suite à la page 7

Petites annonces

341—APT., ROOMS, HOUSING

To share large and luxurious adjacent to parks, with fire-place, garden, studio place, completely furnished—in quiet and sharing atmosphere—walking distance from downtown. Available immediately. Call evenings at 935-7223 or weekends at 365-1484.

Share 5 1/2 with 2 students, charming atmosphere, cosy and modern, clean building, laundry facilities, approx. jogging track on Mont-Royal. Walking distance to McGill campus. Call 933-7653 after 6:00 p.m.

Rooms to rent in large old house $80/month and up, shared kitchen, washer and dryer. Call after 7:30 p.m. 282-9304.

Second Semester: Roommate wanted to share furnished 4 1/2 on Durocher at Milton. $135.00 286-0506.

352—HELP WANTED

Student Youth Organization requires part-time office help. Must be quick typist. Call 842-6616.

354—TYPING SERVICES

Do you have documents to be typed? Call 935-9455 between 9:00 a.m. and 10:00 p.m. I have 16 years of experience as a secretary.

Expert typing/proofreading service—all academic work, theses, term papers, manuscripts, correspondence, tapes, stencils, resumes, etc.—Speed, accuracy, satisfaction guaranteed. 484-8827, 486-7755 or 845-1740.

Typing—term papers, theses. IBM selectric. Reasonable, Park Ave. area 272-6049.

361—ARTICLES FOR SALE

Music for your ears—must sell stereo system: separate or as package!! Thorens TD 160 manual turntable, Sony TA Z650 amplifier, Burhoe "Blues" acoustic speakers. Call evenings at 733-9750.

372—LOST AND FOUND

Lost: One gold-plated pen stamped "Financial group of Kuwait" bequeathed by deceased relative. High sentimental value attached. Finder will be rewarded an amount greater than pen's value. Call Jeff at 481-8028.

385—NOTICES

Want to Rap with a Rabbi? Call Rabbi Hausman 341-3580.

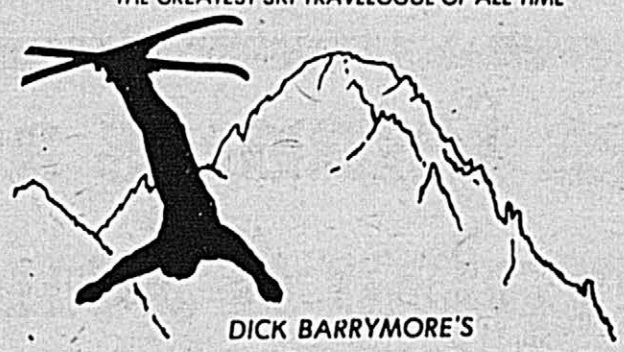
Still need dealers for a "Casino" night. If you speak French and are free on the evening of Nov. 7th. I can use your help. If you don't know how we'll teach you. For more information call Nada 931-5022.

Orlando, Florida—Still some seats left! $239 Cdn. Jan. 6 - 13. Price includes an air-conditioned car with unlimited mileage, return air transportation, accomodation and much more! Limited space, so call now at 747-9220 or 747-1723.

Mexico and the Bahamas—These two exciting trips are being offered by MSEA this winter. Departures are January 5 and prices are FANTASTIC. A film presentation on both destinations will be held in the Samuel Bronfman Management faculty building (1001 Sherbrooke St.) on Thursday, November 8 from 12 to 2 p.m. in room 326. For more information call Antoine (Mexico) 334-0149 and Christine (Bahamas) 336-8015.

SPORTS CHALET *presents the Montreal Film Premiere:*

THE GREATEST SKI TRAVELOGUE OF ALL TIME



DICK BARRYMORE'S

VAGABOND SKIERS

8 p.m. November 8th, Stephen Leacock Bldg. room 132
Price: Students $3.00, Adults $3.50, Door $4.00.
Tickets available at Sadie's Union Bldg. or
Sports Chalet locations:
5263 Queen Mary Road,
1247 McGill College.

Votre photo dans le Old McGill '80

A tous les finissants, soyez du groupe! Pour obtenir votre photo dans le *Old McGill '80* tout ce que vous avez à faire est de vous présenter aux Studios Van Dyck et Meyers avant le 23 novembre pour vous faire photographier. L'adresse est 1121 rue Ste. Catherine à l'ouest de la rue Peel. Tous les jours de la semaine, les heures sont de 9 a.m. à 5:30 p.m. et le jeudi jusqu'à 8:30 p.m. Apportez-vous $20. Pour seulement $9.95 plus la taxe, vous pourrez choisir parmi 4 épreuves une photographie couleur de 5 x 7, et vous aurez droit à la section des finissants dans l'album qui illustrera tout ce que comprend McGill. Achetez votre copie du *Old McGill '80* sur place et économisez $2.00 (utilisez la monnaie pour un repas.) Mais faites vite car la dernière journée pour vous faire photographier est le 23 novembre. Seulement les photographies prises aux Studios Van Dyck et Meyers seront publiées dans le *Old McGill '80.*

Old McGill '80

N'hésitez-pas!

gertrude's

presents some rock from Toronto.

The Lisa Price Band.
Tues., Wed. and Thurs., 9 pm.
Free as usual.

FAMOUS
McGILL
Pizza

11:00-2:00 a.m
11:00-3:00 a.m
FRI & SAT
Best quality

545 MILTON
845-8011 ★ 845-8382
FREE DELIVERY

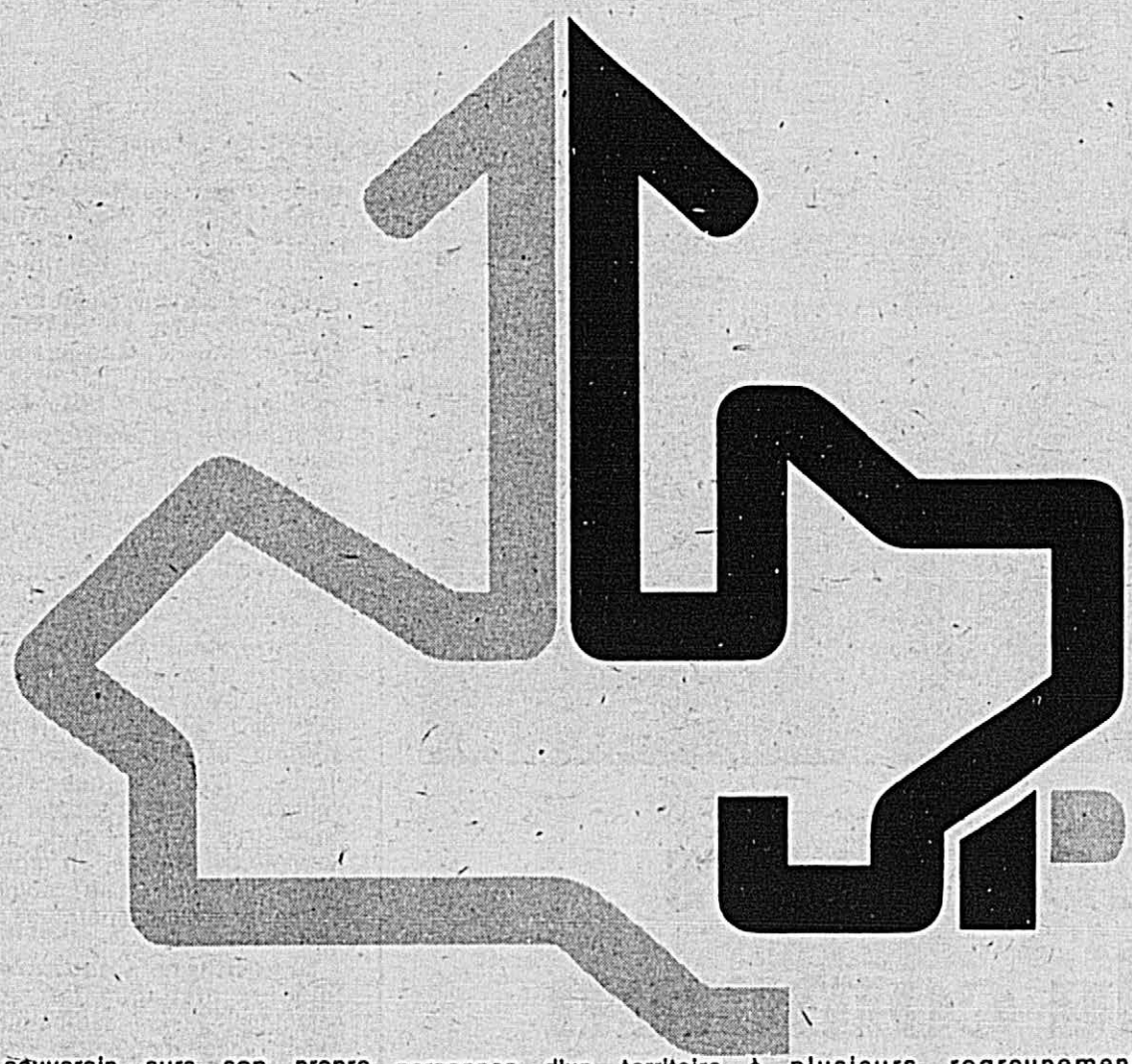
OPEN PURSUIT
THE VÉLODROME
Featuring the World's best racing cyclists

Coupe du monde
à l'américaine
November 7-8-10-11

Wednesday, Thursday, Saturday: 8:00 p.m. Sunday: 2:00 p.m.
Tickets: $1, $3 and $5
Groups: Two free tickets with the purchase of 10 tickets of the same price.
Pre-sale: at the Stadium, Centre Paul Sauvé or the Velodrome on regular opening hours and in all TRS outlets. Two hours before the event, at the Velodrome only.
Everyday, drawing of a PANASONIC television.

A Molson presentation

m Québec Référendum Québec Référendum Qu



par Henri-Paul Normandin

L'essentiel du livre blanc sur la souveraineté-association, déposé à l'Assemblée Nationale le 1er novembre dernier, se retrouve dans les chapitres 4 et 5 respectivement intitulés *Une Nouvelle entente* et *Le référendum*.

La souveraineté-association, nous dit-on, doit "allier l'autonomie politique avec l'interdépendence économique." Ainsi, "en remplaçant le fédéralisme par l'association on maintiendra les échanges économiques, mais on changera la nature des rapports juridiques et politiques entre le Québec et le Canada."

Nous allons donc ici exposer et analyser brièvement comment ce document entrevoit souveraineté, association, et processus de réalisation de la nouvelle entente.

La souveraineté: l'essentiel de l'indépendance

Au même titre que les 150 membres des Nations-Unies, le Québec formera, sous la souveraineté-association, rien de moins qu'un pays. Voilà qui est clair.

Le premier ministre a d'ailleurs déclaré en Chambre que la souveraineté "comporte l'essentiel de ce qu'est l'indépendance." Les québécois n'auront donc plus qu'un seul gouvernement; celui-ci jouira exclusivement de lever des impôts et de faire des lois, et pourra demander son admission à l'ONU.

Ceci étant dit, il n'y a pas lieu de disserter sur le contenu de la souveraineté. Seuls deux points méritent d'être soulignés. Tout d'abord, le livre blanc affirme que les Québécois posséderont leur citoyenneté québécoise, et il appartiendra au Parlement canadien de décider s'ils pourront aussi conserver leur citoyenneté canadienne. De plus, les Québécois posséderont un passeport distinct, quoique l'idée d'un passeport commun "n'est pas exclue"; d'ailleurs l'utilisation du passeport ne sera pas nécessaire pour franchir les frontières communes des deux pays.

Deuxièmement, dans sa formulation de la souveraineté, le livre blanc évite de faire référence au système de défense, sauf pour mentionner que le Québec demeurera membre de NORAD et de l'OTAN. Toutefois, il est clair à la lecture d'autres passages du document qu'un Québec souverain aura son propre système de défense nationale, et qu'à ce chapitre il entend mettre l'accent sur "une franche politique d'ouverture, de coopération, (et) d'harmonisation" avec le Canada.

L'association: le statu quo économique... ou presque!

"La souveraineté ne va pas sans l'association: elles sont indissociables." Cette phrase, que M. Lévesque et ses collègues prennent bien soin de mentionner chaque fois qu'ils mentionnent le mot "souveraineté", on la retrouve aussi dans le livre blanc.

Ce "traité d'association communautaire" (de statut international puisqu'il s'agit, rappelons-le, d'un traité entre deux pays) viserait à "préserver l'espace économique canadien actuel". Le gouvernement propose donc ce qu'on savait déjà, soit la libre circulation des marchandises et des capitaux, la libre concurrence, l'absence de mesures fiscales discriminatoires, l'union douanière, et l'union monétaire. Le seul domaine non-économique qui ferait l'objet du traité d'association serait la libre circulation des personnes d'un territoire à l'autre, ce qui élimine l'existence de contrôle frontalier et l'utilisation du passeport.

S'il tente par tous les moyens de maintenir le statu quo économique, le gouvernement entend quand même tenir compte de la "nouvelle" réalité politique. Ainsi, pour régir l'association, le livre blanc suggère la mise sur pied de quatre institutions. Un Conseil communautaire paritaire formé de ministres des deux pays exercera les pourvoirs exécutifs qui lui seront conférés par le traité. Une Commission d'experts sera ni plus ni moins que la fonction publique de l'association. Une Cour de justice sur l'interprétation du traité; ses décisions seront finales et lieront les parties. Enfin, une Autorité monétaire exercera certaines fonctions de l'actuelle Banque du Canada, d'autres fonctions étant conférées à deux banques centrales nationales.

Le gouvernement québécois pourra-t-il faire avaler cette proposition au reste du Canda? Ce n'est pas si sûr. Le livre blanc souligne que dans plusieurs regroupements économiques modernes, "l'intégration s'est faite à partir de la souveraineté des partenaires; dans notre cas, l'intégration économique existant déjà, c'est la souveraineté des partenaires qu'il s'agit d'établir. Si le point de départ est différent, l'objectif est le même."

Or c'est là que risque de se soulever le problème. Pour établir la souveraineté du Québec, on devra d'une certaine façon soutirer une partie de la souveraineté du Canada, qui était jusqu'ici habitué à exercer seul son autorité sur la monnaie. Par conséquent, pour le Canada, il s'agit d'une association où il n'a rien à gagner par rapport à la situation **actuelle**, contrairement par exemple au cas de la Communauté européenne à laquelle chacun des membres s'est joint en échangeant une partie de sa souveraineté contre certains avantages. La pilule risque donc d'irriter le larynx même si le patient, devant l'ampleur de la maladie, consent au traitement.

A l'inverse, l'association économique d'une telle ampleur entache cette souveraineté québécoise à laquelle on tient tant. Par exemple, compte tenu que les partenaires — sont "démographiquement et économiquement inégaux", l'Autorité monétaire ne sera pas un organisme paritaire: les Québécois y seront en minorité. Or même s'il possédera le pouvoir exclusif de faire des lois et de dépenser, on en conclut que le Québec n'aura qu'un contrôle très limité sur la conjoncture économique, l'inflation et la monnaie. Le seul élément que l'énoncé gouvernemental mentionne et qui pourrait protéger l'économie québécoise des influences extérieures sera un code des investissements.

Le gouvernement s'en sort toutefois en laissant discrètement entendre que le pouvoir dont jouiraient les institutions communautaires ne serait que "délégué", ce qui implique que le Québec pourrait mettre fin au traité d'association lorsqu'il jugerait nécessaire de reprendre l'exercice de sa souveraineté.

Enfin, notons que le livre blanc insiste aussi sur l'harmonisation de certaines orientations et législations des deux pays tel le domaine des transports. On envisage également la possibilité de cogestion d'entreprises telles Air Canada et le Canadien National.

La réalisation des objectifs

Le Québec sera-t-il souverain au lendemain du référendum? A cette question qui était jusqu'ici était sans réponse certaine, le livre blanc répond clairement: c'est non. Car un "oui" ouvrirait la porte aux négociations et de la souveraineté et de l'association. Les négociations porteront d'abord sur le rapatriement au Québec des pouvoirs exercés par le Parlement fédéral et sur le transfert des ressources correspondantes." Par la suite, les pourparlers devront porter sur l'association et sur le partage de l'actif et des dettes.

Or n'y a-t-il pas contradiction entre l'exercice du droit à l'autodétermination et le fait d'avoir à négocier sa souveraineté? Le gouvernement vise juste lorsqu'il affirme qu'advenant un "oui", "Ottawa et le reste du Canada, quoique déçus, n'auront pas le choix: ils négocieront", tant pour des facteurs politiques que pour des facteurs

suite à la page 7

The McGill Daily

The McGill Daily est publié cinq fois la semaine par l'association étudiante de l'université McGill, 3480 McTavish, à Montréal. Les éditoriaux reflètent l'opinion de l'équipe du Daily en non pas la position officielle de l'association étudiante. Photocomposé par SST Typesetting, 3480 McTavish, imprimé par l'imprimerie Transcontinentale, 433 Lebeau, Ville St. Laurent. Le Daily est membre de la Presse étudiante du Québec (PEQ) et de la Canadian University Press (CUP).

abonnement par courrier: $15.00
bureau de la rédaction: 392-8955
bureau de publicité: 392-8902

Rédactrice en chef: AnneBrocklehurst
Directeur à l'information: Richard Boychuk
Secrétaires à l'information: Denis Gascon, Harold Koblin, Pierre Orr
Directrice de la production: Gigi Rosenberg
Assistante-éditeur à la production: Susanne Shears
Directeur de la photographie: Henri de Cuyper Cadmus
Directeur des sports: Brahm Pascal
Editeur de l'édition francaise: Pierre Shanks
Editeur du WEEKLY: Gail Heimann
Administration: Brian Topp
Directrice de la publicité: Antoinette Tummillo

Une pièce hors du commun

par Max Adrien

Les créations du Groupe de Danse-Théâtre Paul-André Fortier n'ont, vous êtes prévenus, décidément rien de conventionnel et leur dernier spectacle, présenté sur la scène du *Centre Conventum*, outre son titre provoquant—*Parlez-moi donc du cul de mon enfance*—risque fort d'offenser les coeurs et esprits puritains.

Ce n'est pas tant l'intrigue qui fait sursauter, elle est simple et presque banale, mais plutôt le traitement et le rythme très particuliers que lui impose Paul-André Fortier, responsable de la production, d'une partie du texte et de la chorégraphie. En effet, il ne s'agit pas ici d'une "pièce" au sens traditionnel puisque le mime et la danse tiennent lieu de dialogue entre les acteurs et les spectateurs. La parole—un monologue de Luc Morissette—est limitée à l'essentiel et ne sert que de support à la chorégraphie des danseurs.

Un homme (Luc Morissette) visiblement mal dans sa peau, se raconte: il se souvient avec amertume de son enfance passée sous la férule des prêtres jésuites qui ont voulu—et échoué—le modeler stéréotype social: "avoir le front haut, du plomb dans la tête et les pieds sur la terre, voir grand et pisser loin". Les litanies quotidiennes et les tabous sexuels que lui ont imposé "ces hommes habillés en robe" l'ont cependant brimé et rendu amer. Parvenu à l'âge adulte, sans illusions et sans ambition, il cherche dans ses phantasmes le moyen de rattraper le temps perdu et de vivre enfin comme il l'entend.

A partir de ce mince scénario, et en exploitant à fond l'intimité de la scène du *Conventum*, les 3 danseurs de Paul-André Fortier (Michèle Febvre, Ginette Laurin et Gilles Simard) vont créer une étrange atmosphère onirique, un ballet fantastique parfois déroutant où alternent la parole et le mouvement.

Le monologue, l'immobilité et la résignation de Luc Morissette jurent singulièrement avec le chassé-croisé des danseurs, tous les trois habillés en blanc, qui symbolisent les phantasmes et les désirs de notre anti-héros. Le spectateur a donc droit à deux actions simultanées et parallèles: conscient et inconscient, rêve et réalité qui sont de plus soulignées par les diverses nuances de projecteurs et des éclairages (Guy Rouillard).

Les phantasmes de Morissette deviennent pourtant peu à peu réalité et, au fur et à mesure de sa confession, le temps et l'espace se conjugent intimement, les danseurs opérant un subtil "strip-tease" qui se terminera par une nudité collective des plus naturelles. Cela fait un peu penser à *"Un Temps retrouvé"* nouvelle manière.

En ces temps de disette *"Parlez-moi donc du cul de mon enfance"* est une création hors du commun qui ne laissera personne indifférent. La production sera de nouveau à l'affiche pendant la période de Noël et si vous avec envie de faire un beau voyage, à peu de frais, allez-y, vous ne serez pas déçus...

Suède

Images d'un certain s

par Michel Sheppard

Ulla Jeanneney, **Le socialisme suédois: une expérience**, Coll. Profil Actualité. Ed. Hatier, Paris.

On vante beaucoup les mérites du socialisme suédois que le Parti Ouvrier Social-Démocrate suédois a créée lorsqu'il était au pouvoir, de 1932 à 1976. On en admire le système de protection de l'individu et la démocratisation économique entreprise dans les années '30 avec les premiers accords syndicaux-patronaux établissant un cadre pour les négociations de conventions collectives.

Aujourd'hui les sociaux-démocrates sont dans l'opposition et il est très pdpulaire de faire le bilan de l'expérience suédois et d'en révéler les limites. C'est ce que tente l'auteur de ce fascicule d'à peine 120 pages, avec une sobriété du langage, un regard calme et une fine pointe d'humour si caractéristiques de la Suède.

Le socialisme suédois s'est toujours distingué par son caractère non-idéologique. Ayant vécu longtemps dans l'isolement géographique le peuple suédois est resté remarquablement homogène. Il n'a connu presqu'aucun de ces déchirements sociaux qui agitent souvent les nations plus méridionales.

Cet esprit peu enclin au fanatisme a fait en sorte que le socialisme suédois a intégré durant son évolution les apports non seulement de Marx, devant lequel on fait encore la génuflexion rituelle, mais aussi des utopistes agraires, du christianisme social, des libres-pensueurs humanistes et des mouvements ouvriéristes. C'est un mélange qui va loin pour dédogmatiser la philosophie d'un parit.

Pour quelqu'un qui regarde de l'extérieur, la mentalité sociale-démocrate en Suède doit sembler sans grande ambition. Elle se caractérise plutôt par des rêves peut-être modestes mais tout de même concret: protection de la famille, sécurité de l'emploi, sauvegarde du cadre de vie, aide aux défavorisés. Dans la tradition des "folkroerelser" (mouvements populaires) qui militaient soit pour le suffrage des femmes, soit pour la protection des minorités ou encore contre l'influence de l'alcool, le gouvernement suédois ne fixe aucune limite à sa mansuétude et tente de dépister systématiquement tous les marginaux: handicapés, vieillards, délinquants, familles monoparentales, immigrants. Pour tous ces groupes il y a des mesures visant à assurer une vie plus agréable et une integration sociale sans heurts.

NUS:

Lutte pour l'accessibilité et les prêts-bourses

REGINA (CUP-PEQ)—"Il est temps que les étudiants cessent de réagir et qu'ils commencent à prendre les initiatives!"

Tel était le slogan des délégués du 14ième Congrès semi-annuel de la National Union of Students (NUS) réunis à Régina du 11 au 14 octobre dernier pour évaluer la marche de leur campagne pour l'accessibilité à l'éducation.

Cette campagne de l'association canadienne touche plusieurs questions litigieuses telles l'augmentation des frais de scolarité, les coupures budgétaires, l'aide financière et le chômage, ce qui n'est pas sans rappeler diverses revendications de l'Association Nationale des Etudiants du Québec (ANEQ).

Le président du Conseil Central, Alex Daschko, a déclaré à la centaine de congressistes que la campagne, décrétée lors du Congrès de mai, allait bon train. Le plus grand défi de la NUS, selon Daschko, a trait à l'organisation de la base et à la participation des étudiants.

Un autre membre du Conseil central soutenait, quant à lui, qu'une des phases cruciales de la campagne aura lieu en novembre lorsqu'auront lieu les assemblées générales locales.

Lors du Congrès, les délégués ont adopté des résolutions demandant au gouvernement fédéral d'établir un nouveau plan d'aide financière aux étudiants qui tiendrait compte de la situation financière de ceux-ci et des coûts réels de l'éducation post-secondaire.

D'ici à ce que ce nouveau plan soit adopté, le système d'aide actuel devrait être amendé de façon à ce que:

—les étudiants obtiennent le statut d'indépendant à l'âge de 18 ans

—la contribution obligatoire des parents soit diminué particulièrement pour ceux qui ont de faibles revenus

—la contribution obligatoire de l'étudiant soit déterminée à partir des revenu réels et non selon une formule arbitraire

—les étudiants à temps partiel soient éligibles à l'aide financière.

Les délégués ont aussi adopté une résolution rejetant de façon catégorique la hausse du montant maximum des prêts parce qu'il s'agit d'un facteur décourageant la poursuite d'études post-secondaires que de toute façon cette solution passe à côté du problème

ocialisme

C'est surtout pour sa politique familiale que la Suède a acquis une réputation de progressisme. Réseau de garderies à l'échelle nationale, congés de parenté prolongés avec salaire et emploi garantis, encouragement à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail au moyen de subventions à la formation et au recyclage professionnels, médicine et enseignement gratuits, chasse acharnée aux stéréotypes sexistes dans la publicité et les manuels scolaires...En économie la présence gouvernementale se fait sentir très peu. Pour pallier au phénomène de la concentration des entreprises les sociaux-démocrates adoptèrent une savante politique souvent appélée "socialisme par grignotage" ou encore "socialisme par la petite porte".

Par le biais des marchés de capitaux ils rachetaient progressivement quelques secteurs-clés: l'extraction minière, les services publics, les transports. Une loi autorisait il y a peu de temps avant la défaite socialiste aux législatives de 1976 à utiliser le "AP fond" (le fonds de retraites supplémentaires finances par les contributions obligatoires du patronat) pour acheter des actions dans n'importe quelle entreprise.

Chose étrange pour un régime "socialiste" seulement 5% des industries appartenaient au secteur étatisé. C'est qu'il existe d'autres méthodes pour assurer la démocratie économique. Deux organisations jouent un rôle prépondérant dans la vie du pays: la Saf, Confédération du Patronat Suédois regroupant 80% des chefs d'entreprises et la L.O. (Landsorganisation), la centrale ouvrière à laquelle sont affiliés 96% des travailleurs. Cela permet de conclure des conventions salariales et parasalariales de très vaste portée. Par ce processus de négociations à l'amiable le syndicalisme suédois a su conquérir de nombreux droits de participation à la gestion interne des entreprises, en ce qui concerne l'aménagement du milieu de travail, la détermination du contenu des tâches, la formation des ouvriers...

Durant la campagne électorale de 1976 le Parti Social-Démocrate fit connaître son intention d'appliquer un nouveau plan de démocratisation de l'entreprise qui aurait radicalement altéré les rapports de force entre les travailleurs et les dirigeants d'entreprise. Le plan Neisner, d'après le nom d'un économiste de la L.O., prévoyait le versement à un fonds ouvrier de 20% des bénéfices corporatifs des entreprises de plus 50 employés. Le plan aurait permis aux syndicats d'acheter des actions et de devenir ainsi copropriétaires. Le gouvernement social-démocrate préférait l'établissement d'un régime cogestionnaire au moyen de l'actionnariat ouvrier et de la participation aux bénéfices à une nationalisation traditionnelle parce que la prise en charge d'une corporation par l'Etat ne ferait que substituer l'Etat-patron à un patron capitaliste.

Tout ne fonctionne pas à la perfection dans le système suédois cependant et une désaffection croissante de la population avec le cocon ouateux, du Welfare State pourrait bien être l'explication de la victoire des partis "bourgeois" (coalition conservatrice-libérale-centriste) en septembre 1976.

La prise en charge des besoins de l'individu, de la naissance jusqu'à la mort, et la lourde structure fiscale érigée pour financer tous les programmes sociaux ont donné naissance d'une part à une révolte sourde chez les jeunes contre économie traditionelle.

On peut douter cependant si les partis du groupe non-socialiste voudront revenir sur les acquis de la social-démocratie. Après tout les suédois ont la réputation d'être des gens qui recherchent la "trygghet" (sécurité) avant toute chose. Entretemps le Parti Social-Démocrate pourra profiter de se répit bien mérité sur les bancs de l'opposition pour effectiver un retour aux sources et faire sa consolidation interne.

L'absurde et le réel

par Dominique Deslandres

Clair de Femme *le dernier film de Costa Gavras, dont le scénario est tiré d'un roman de Romain Gary, met en scène Romy Schneider et Yves Montand. Présentement à l'affiche du cinéma Crémazie.*

Costa Gavras nous entraine à un rythme trépidant sur des sentiers difficiles: là où l'absurde se marie intimement au réel. Là où les conventions n'ont plus d'importance, où il devient vital d'atteindre de plein fouet l'essentiel. Et pour toucher l'essentiel, le metteur-en-scène de *Clair de femme* est passé maître. Ainsi par un jeu subtil, il nous fait passer de l'extrême angoisse au rire libérateur, du cynisme tranchant à la tendre délicatesse.

Clair de femme est l'histoire d'une remontée vers l'espoir, d'un ré-apprentissage de la vie après deux pertes irrémédiables: l'une morale, l'autre physique. En effet, le mari de Lydia est atteint d'aphasie jargonesque suite à un accident qui a causé la mort de leur unique fille; Lydi ne peut plus supporter de vivre avec un homme qui s'est désintégré moralement. Yannik, la femme de Michel vient de se suicider pour échapper à la désintégration physique, unique conclusion de sa maladie qui est incurable. "Soûl de malheur" Michel se débat vainement.

C'est le hasard qui fait se rencontrer Lydia et Michel. Rencontre de deux douleurs, union de deux immenses solitudes. Car malgré tout il faut réapprendre à vivre, tenter de surnager au dessus du marasme. Les voilà tous les deux, s'épaulant, s'accrochant l'un à l'autre, bouée réciproque, pour s'en sortir. Les voilà tous les deux en train de remonter la pente. Il leur faudra beaucoup de temps et de tendresse, mais, le sommet déjà s'illumine d'une immense espérance.

Les interprètes de *Clair de femme* sont grandioses. Et c'est peu dire. D'ailleurs on ne pense plus en terme d'interprète mais bien en terme d'intensité. Leur personnage leur colle si bien à la peau que l'on est malgré soi entrainé là où Costa Gvras le désire. La réputation d'Yves Montand et de Romy Schneider n'est de toute façon plus à faire.

La mise en scène peut sembler (et est en fait) absurde. Tout se déroule à Paris en vingt-quatre heures. La rencontre de Lydia et de Michel est un jeu de hasard surprenant, leur irrespect des conventions les amène à des situations incroyables... En fait Costa Gavras se saisit d'une réalité plausible et met tout sens dessus-dessous. Les conventions, le respect, la politesse, les préjugés: il fait tout sauter. Et de fait tout explose. L'essentiel est atteint et c'est là que l'on ne sait plus demêler le réalité de l'absurde. Et c'est là que réside la question de Gavras: la vie n'est-elle pas absurde en face de l'immense malheur? Où commence l'absurde, où finit le plausible quand tout va à la dérive?

De plus les prises de vue tout comme la mise en scène servent parfaitement le film, et son message. *Clair de femme* ou la tragédie de "ceux qui restent" lance un appel surgi de la solitude, un appel à la fraternité en face du malheur... *Clair de femme* c'est: un grand romancier deux grands interprètes, un grand réalisateur: un chef d'oeuvre.

Commentaires

Souverainement subtil

Malgré certaines lacunes, le livre blanc publié jeudi dernier par le gouvernement du Québec constitue un énoncé politique de grande classe. Véritable modèle en matière de stratégie politique, la toute nouvelle "bible" du Conseil exécutif a été élaborée de façon à ce qu'elle soit à l'abri de toute critique constructive concernant sa forme évidemment.

En effet, d'aucuns des "grands protecteurs du Canada" n'ont pu formuler d'arguments valables face au livre blanc. Pris à court d'idées, mais forcés de critiquer, la plupart se sont donc attaqués à l'essence même de sa géniosité: trop de politique, pas assez d'économique.

Il ne fait pas de doute que les aspects historiques et politiques occupent une grande place du livre blanc: En réalité, les trois premiers chapitres sont presqu'essentiellement axés sur l'histoire du Québec.

La manipulation de l'histoire n'est pas un phénomène nouveau dans les manifestes à caractère nationaliste. La thèse souverainiste du gouvernement péquiste ne fait pas exception. On ne peut prétendre que les passages historiques soient biaisés, mis c'est leur insertion dans un cadre idéologique particulier qui leur font perdre toute ressemblance avec ceux rapportés dans les manuels de 4e année.

On ne peut non plus reprocher au gouvernement de ne pas exposer à jour sa stratégie advenant l'éventualité d'un NON au referendum. Il a publié ce livre pour inciter les Québécois à approuver le projet d'une nouvelle entente avec le Canada, grave serait l'erreur (stratégique toujours) d'alimenter leur réflexion dans le cas d'un NON.

* * *

Il reste donc deux points à clarifier. D'abord, même si la stratégie est de bonne guère à l'Assemblée Nationale, dans leur contenu vingt pages sur l'association ne suffisent pas à éclairer 22 millions d'habitants sur un tel projet d'envergure. Le gouvernement et M. Lévesque devront solidifier au cours des prochaines semaines ce maigre produit de trois années de préparation, car les indécis opteront certainement pour le statu quo.

Deuxièmement, avec un OUI au vote du printemps, les représentants du Québec obtiendront un mandat de réaliser la souveraineté-association, avec ratification par l'Assemblée Nationale. Mais si les négociations prennent une direction si peu soit-elle différente de celle énoncée dans la question du referendum, le gouvernement devrait s'engager, le cas échéant, à revenir faire approuver le résultat de ces négociations devant l'électorat québécois, sans quoi il torpillerait à coup sûr le bateau de la démocratie.

Pierre Shanks

Pour un autre journalisme

Si le domaine de l'information a connu au XXième siècle un essor plus que substantiel, la concentration des mass-media demeure à ce jour le trait le plus distinctif et la caractéristique déterminante de cette dite évolution. Quand on connait le pourcentage croissant de la presse (tant écrite qu'électronique) contrôlé par des consortiums financiers, quand on en diagnostique les effets sur la qualité, la diversification, l'accessibilité, la pertinence et l'objectivité de l'information, on ne peut que constater une maladie grave au sein de la dite presse commerciale.

Un tel déséquilibre au sein de l'information nous force à nous interroger sérieusement sur le rôle et l'essence même des mass-media dans la société actuelle. Loin d'être un pouvoir critique, la presse (au sens large du terme) s'affirme de plus en plus comme agent "conscient" d'entérinement et de perpétuation du statu quo, comme un serviteur assujetti aux intérêtes économiques et politiques des groupes dominants. Les études tant sur la forme, le contenu que la propriété des medias ne manquent d'ailleurs pas pour confirmer ces dires.

Face à un pouvoir dont on ne saurait minimiser l'influence, face à un pouvoir de plus en plus partial et de moins en moins critique, la formation d'une presse alternative, structurée et autonome, n'a plus à justifier sa raison d'être. Reconnaître la nécessité d'une source d'information indépendante des sources officielles, reconnaitre le besoin d'une presse parallèle dont le rôle serait de pallier aux carences (bien volontaires...) des mass-medias, c'est reconnaître le droit fondamental du public à une information diversifiée, et surtout, complète.

Parler de la naissance possible d'une presse dite alternative, c'est parler évidemment d'une redéfinition du rôle du journalisme et de la notion d'objectivité. Le concept d'objectivité au niveau de l'information, tout comme le fait le concept de démocratie au niveau politique, a longtemps servi de couvert institutionnel à une information biaisée dans sa nature même. L'objectivité est un leurre... Un leurre parce que l'on ne peut malheureusement pas isoler l'information de la dynamique sociale dans laquelle elle prend place (malgré les intentions de certains).

Imputer les malaises de l'information aux seuls journalistes, c'est souvent mal percevoir les fondememets du syndrome. Car si les journalistes pêchent par le jugement de valeur dans leurs écrits (qui ne le fait pas?), la partialité de l'information trouve une explication plus plausible dans les bureaux de propriétaires comme Desmarais ou Péladeau et dans leur intérêt bien évident à prêcher l'ordre établi et à conserver leurs privilèges.

La formation d'une presse alternative exige bien sûr une nouvelle perception du journalisme. Au lieu d'être une simple courroie du système, le journaliste doit s'orienter vers une fonction essentiellement critique du milieu social et de ses inégalités, et plus encore du milieu de l'information et de ses déséquilibres. N'est-ce pas là son rôle normal?...

Dans le cadre économique et social actuel, seule la presse alternative (et par là on entend médias communautaires, journaux populaires et ouvriers, presse locale et régionale, travailleurs des communications) peut permettre au journaliste de remplir ce rôle. Car remplir ce rôle, c'est donner la parole à ceux qui en sont privés, aux classes populaires, aux opprimés et à leur problèmes. Devant une information dont la fragmentation en mine la véracité, une tâche première du journaliste devrait consister à présenter les faits dans toute leur interdépendance sociale. Dire que montrer quels intérêts se cachent derrière les faits et actions propres à susciter des nouvelles est tendancieux et "non-objectif", c'est circonscrire la "bonne information" à l'anecdote et au sensationnalisme...

Si on pourrait idéalement souhaiter voir le journalisme devenir agent de changement social, demander de telles améliorations ne tient cependant que du simple respect de la liberté d'information. "Subjectivité" s'écrieront certains... Mais est-ce moins objectif que de présenter uniquement l'opinion de la fraction dominante de la société et ignorer la majorité populaire?

La presse étudiante a certes un rôle de premier plan à jouer dans ce front commun de la presse alternative. Tout comme le mouvement syndical étudiant, l'essence de l'existence d'une presse étudiant réside dans l'approche différente, sensibilisatrice et mobilisatrice qu'elle doit offrir à ses lecteurs. Une presse étudiante non-progressiste et sans conception de changement social est un non-sens. Si elle se refuse à cela, elle est inutile dans le monde actuel. Il y a encore du chemin à faire mais déjà l'orientation de la Presse Etudiante du Québec (PEQ) laisse présager une certaine prise de conscience sociale...

La "crise de l'information" ne se règlera évidemment pas par un développement (même massif) de la presse alternative. Il ne faut pas se faire d'illusions: les trusts économiques de la presse continueront à subsister. Mais prôner une presse progressiste ne peut que contribuer à respecter le droit du citoyen à une information dont il est actuellement privé, mais qui le concerne au plus haut degré.

Denis Gascon

Aujourd'hui

Irish Studies:
Irish traditional music and song with Reel Union. Kieran Crehan - Fiddle, Eamonn Curran - Uileann Pipes, Tom Feeney - Songs - Guitar, 8 p.m. Morrice Hall 106. Free.

Anthropology Students Association:
Meeting today in Leacock 738, 4:30 p.m.

Women's Union:
6 p.m. Discussion of Shulamith Firestone's "Dialectic of Sex". Union rm. 423. Everyone welcome.

English Literature Association:
General Assembly meeting at 4 p.m. in Leacock 26. Drop by the ELA office in the Arts basement between 1:30 and 4 p.m. to pick up information.

Comedy on Radio McGill:
The Sometimes 7 Comedey Troupe is proud to present yet another in a series of informative yet provocative, light but full-bodied, nubile yet salacious, existential yet dadaiste, banal yet pernicious, presentations of the Sometimes 7 Comedey Troupe. If you like the Beach Boys you'll love Mission Impossible. If you don't you probably haven't. And the same is true about Fred and Louise, Myrna and Selma, Paris in the Springtime, and where the hell is Barney?
In any event, the Sometimes 7 Comedey will be aired, yet again on Radio McGill 3:30 p.m. EST QED CCCP BYOB. That's 3:30 on CFRM today.

McGill Christian Fellowship:
Will be having its second Roundtable discussion this evening from 5 to 7 p.m. Come join us at 3521 University for a lively discussion and light refreshments!

MASH:
At last, we have the card inspection! Look over the players you will want to draft all this week, room 425, Union. The draft is next Saturday, Nov. 17, so you have two weeks to scan the teams. For further info call Louis at 487-2428 or Michael at 744-0115 (best times 7-10 p.m.). Also, Peter Stevens and friend, please call us—your names and numbers have been misplaced, and if we don't hear from you by next week, you *will* lose your team. Good luck to all!

Debating Union:
A combined debating and high-school tournament meeting will be held at 7 in room B-16 tonight. Please try to attend. St. Ralph's orders!

McGill Friends of Albania:
General meeting at 7 p.m. in room 425 of the Student Union.

Agenda—discussion of programme at McGill to celebrate the 35th anniversary of the PSRA. Everyone welcome.

suite à la page 8

La ville injuste pour les enfants

par Yves Robidoux

"Sois beau et gentil *mais* surtout tais-toi." Combien d'enfants souffrent actuellement de cette injustice? Combien de parents en sont conscients? Il n'y a pas que les familles qui contribuent à cette répression infantile; l'environnement urbain y est pour beaucoup, et c'est précisément sur ce point que se sont penchés les quelques 2,000 congressistes venus de tous les coins du monde lors du 7e Congrès international de l'UMOSEA.

Ce Congrès d'une durée de 5 jours s'est tenu à l'hôtel Méridien de Montréal. On a donc, pendant les trois jours qui suivirent la journée d'ouverture, débattu trois grands thèmes dont la présentation était faite en matinée par les personnes ressources. En après-midi, les congressistes se réunissaient en plénière formant ainsi différents ateliers où l'on y discutait les conférences du matin.

Le premier thème général du Congrès que les participants étaient invités à discuter, voulait les amener à examiner "le contexte socio-économique des familles dans la vie urbaine" et en particulier "la place de l'enfant à l'intérieur de la cité". Si nous avons maintenant à tirer quelques lignes générales qui se sont dégagées de l'ensemble des discussions sur le premier thème, il nous faudrait tout d'abord mentionner qu'à quelques exceptions près, les gens se sont entendus sur la nécessité de changements à apporter à la vie de l'enfant, surtout dans la famille et à l'école. Cependant, et c'est là le paradoxe qu'il faut souligner: malgré leur désir de changement, les gens ont montré des signes de résistance aux changements qui se traduisent par une confusion dans les discussions sur les comportements nouveaux à privilégier. On se sentait impuissant et écrasé par différents systèmes qu'on contribue par ailleurs à entretenir.

"L'adulte, l'éducateur, le parent est le prototype du citoyen et en cela il est à l'image de toute la société." Voilà une autre constante qui se dégageait des discussions: on a souvent indiqué qu'il ne servait à rien de faire des recommandations à l'ensemble de la société si chacun ne les mettait pas d'abord en application pour lui-même. Ainsi une réflexion sur l'enfant a réussi à remettre en question les valeurs sociales qui sont vécues par les adultes et à leur donner mauvaise conscience." Effectivement, les adultes ont mauvaise conscience mais ils ne savent pas quelles attitudes changer parce qu'ils veulent tout garder."

Enfin, il faut remarquer comment les gens n'ont pas inclus dans les dimensions de leurs discussions, la ville ou la réalité urbaine. Peut-être faut-il voir là l'illustration d'une dimension de leur vie où la ville est perçue comme implicite, omniprésente, un phénomène englobant et assimilateur ayant rejoint la campagne par les médias, les moyens de transport rapides et les immenses ressources générales de nos sociétés occidentales.

Le second thème général du Congrès conviait les participants à s'attarder au sort de *"l'enfant hors de la famille dans la cité"*. On mettait ainsi l'accent sur l'environnement urbain, cherchant à découvrir comment il se montrait ou pourrait se montrer acceuillant envers l'enfant.

Ici, la conclusion se présente en trois volets. Un premier s'ouvre sur le besoin réaffirmé de la réanimation de la ville au moyen de la prise en charge par les individus et les petits groupes locaux, les enfants y compris, des opérations conduisant aux améliorations souhaitées à leur environnement. Cela semble essentiel non seulement pour que soient formulés les besoins véritables des gens de la cité, mais aussi pour qu'à tous les paliers d'intervention des actions concrètes en ce sens soient entreprises et menées à terme.

Un deuxième volet fait la lumière sur la nature des besoins de l'enfant dans l'école et des moyens à mettre en oeuvre pour que cet espace s'anime également avec le concours actif des enfants. L'attention aux différences individuelles, aux capacités d'être et de faire, aux autres espaces et aux autres temps qu'habitent les enfants, devrait permettre une reconstruction nécessaire de ce milieu.

Un dernier volet éclaire quelques points d'ombre de l'action sociale dans la cité. D'une évidente parenté avec les précédents, il permet de contempler une cité vivifiée par un engagement total des professionnels de l'aide sociale et par la réanimation, au profit de tous, des membres auparavant laissés-pour-compte.

Le troisième thème général du Congrès invitait les participants à discuter *"Ecosystème et rythmes de la vie urbaine et aménagement du temps"*. On cherchait ainsi à préciser l'arrière-plan du milieu urbain et la place qu'y occupe l'enfant. On peut dire que les ateliers du troisième thème ont la vision d'une ville réformée, où l'enfant participe dans l'aménagement de son temps et de son espace, où il a une véritable prise en charge des composantes de l'environnement et où les relations humaines sont favorisées, surtout dans la famille. Faisant la lumière sur une situation qui jusqu'ici paraissait ombragée, les congressistes ont quitté ce Congrès sur l'accord suivant: AGIR.

Sherbrooke:

Discrimination idéologique

SHERBROOKE (PEQ)—"Je suis la preuve vivante que la liberté d'expression n'existe pas à l'Université de Sherbrooke" déclarait Myroslaw Smereka, professeur d'économie dans cette institution. Ses collègues lui ont refusé la permanence en envoyant un rapport défavorable à ce sujet au conseil d'administration qui les a écoutés. Monsieur Smereke ne pourra donc enseigner à Sherbrooke l'an prochain, sa période de probation de quatre ans étant terminés et non renouvelable.

A Sherbrooke, avant d'accorder sa permanence à un professeur, l'administration demande le rapport d'un comité formé par les enseignants du département qui l'acheminent au doyen de la faculté. Celui-ci doit alors y joindre son avis avant de l'envoyer au conseil d'administration qui statuera sur l'accord ou le refus de la permanence.

Alors que les professeurs s'opposaient à l'accord de la permanence à M. Smereka, les étudiants et le doyen appuyaient celui-ci. Les étudiants ont entrepris une grève qui dura quarante jours car ils voyaient dans l'attitude de l'administration universitaire la négation de leur droit fondamental de regard sur leur formation. Cependant ils ont du suspendre temporairement leur action suite à des menaces d'éche de la part du recteur de l'université, Yves Martin.

Le professeur Smereka n'est pas resté insensible à ces évènements; Il a logé un grief contre l'administration pour discrimination idéologique. Le conflit ne se réglant pas, le Ministère du travail a nommé un arbitre, M.J.P. Lemieux, dont la décision se fait toujours attenfre. De plus, M. Smereka a, par l'entrerise des droits et des libertés, demandé une enquête auprès de la Commission des droits de la personne. Si la Commission juge qu'il y a eu effectivement discrimination idéologique, elle recommandera à l'Université de réengager M. Smereka. Dans le cas d'un refus de la part de celle-ci, la Commission intentera une poursuite en Cour supérieure du Québec.

M. Smereka déclare que l'inertie de l'Université implique qu'elle se fout des droits démocratiques de sorte que même s'il gagne, il aura été pénalisé. Il lance un avertissement: "A ceux qui auraient espoir d'être débarrassés à tout jamais de Myroslaw Smereka, je dicterai la plus grande prudence étant donné la robustesse de la preuve qui sera présentée à l'arbitrage et à la Commission des droits de la personne."

Livre Blanc ...

suite de la page 3

économiques. Toutefois, peut-être auraient-ils encore moins le choix s'ils faisaient face à un pays souverain voulant négocier une association plutôt qu'une province voulant négocier et sa souveraineté et son association. Dans cette perspective, peut-on entrevoir le (premier) référendum comme une menace d'exercer son droit à l'autodétermination si l'autre partie refuse un règlement à l'amiable?

D'autre part, on lit dans le document gouvernemental qu'un "un vote affirmatif des Québécois sera donc un mandat de **réaliser** par le **moyen de négociations** une nouvelle entente." Il s'agit donc ici d'une nouvelle donnée très importante au dossier. Jusqu'à aujourd'hui, en effet, on avait cru comprendre que le gouvernement aurait quémandé un mandat de *négocier* la souveraineté-association. De plus, le livre blanc précise qu'une fois conclus les accords avec le reste du Canada, le gouvernement du Québec s'engage à les soumettre à l'Assemblée Nationale, ce qui semble exclure le recours à une autre consultation populaire dans l'hypothèse où les négociations s'avèreraient fructueueses.

Enfin, notons que le livre blanc ne fait aucunement référence à la possibilité et aux conséquences de l'échec des négociations. Même en conférence de presse, René Lévesque s'est refusé à tout commentaire sur le sujet. Le seul scénario négatif qu'on envisage, c'est le risque d'un "non" au référendum.

"S'ils obtenaient le NON qu'ils désirent, Ottawa et le reste du Canada en concluraient inévitablement à la résignation tardive des Québécois qui, adhérant sans exigences particulières au régime fédéral actuel, auraient finalement opté pour le statu quo...Ce serait pour les Québécois un recul sans précédent dont ils auraient beaucoup de mal à se remettre."

Enfant ...

suite de la page 1

cois de l'enfant ont permis depuis le début de l'année, a-t-il précisé, de subventionner des centaines de projets spéciaux conçus et réalisés par les jeunes et pour les jeunes de toutes les régions du Québec. "L'enfant d'aujourd'hui porte en lui l'avenir d'une cité heureuse",a affirmé le ministre de l'Education qui a de plus formellement promis qu'une nouvelle loi sur l'enfance en milieu défavorisé, actuellement en débat à l'Assemblée, serait rendue publique avant Noël.

Professeur agrégé à l'U. de M. et président du Congrès, M. Jean-Claude Marsen a pour sa part déploré l'attitude égoïste de la bourgeoisie qui trouve dans la ville l'outil par excellence pour faire fructifier ses capitaux. Celle-ci devient un lieu d'échange et de spéculation, une abstraction où l'enfant est complètement brimé. "Sous les pressions de l'économie, la ville grossit et se spécialise: apparaissent les quartiers voués à la production, quartier populaires et sordides; puis les centres de gestion où se brassent les grosses affaires et s'agglutine la bureaucratie. Puis des aires de consommation sont crées où tout est conçu en fonction du pouvoir de l'argent. La ville ne sert plus aujourd'hui qu'à la libre production et circulation des capitaux", a souligné M. Marsan qui s'est encore étendu sur l'obligation de créer pour nos enfants des villes plus humaines, même s'il faut pour cela remettre fondamentalement en question l'urbanisme conventionnel qui n'est qu'un outil au service d'un système de valeurs.

Aujourd'hui

- suite de la page 6

Do you know the difference between a good argument and a poor one?
You can find out by being a JUDGE at the McGill High School Debating Tournament, Nov. 9 & 10. Sign up any day at the Debating Union office, between 12 and 2 p.m. No experience needed and lots of fun to be had.

The New Democratic Party of McGill:
NDP McGill will hold an assembly of vital importance today at 4:30 in room B01 of the Union. Our stance on issues will be clarified in advance of the Federal NDP National Convention (Toronto-Nov. 22nd.). The President decrees that ALL members attend.

Women in Southern Africa:
Nellie Miller, a Zambian who has worked closely with women's groups in that country will look at the women's role in the development of Southern Africa, specifically as it relates to the current situation in that area. CUSO, 4824 Cote des Neiges, room 223—8 p.m.

Community McGill:
Four male volunteers urgently needed by a downtown psychiatric hospital, to work with adolescents. Contact Community McGill this week. For more information Union Bldg. room 406, Mon.-Fri. 12 - 2 p.m. Tel: 392-8937.

McGill Industrial Relations Association:
Presents Mr. J. Allan Scouler from London, England: A discussion on "Information Disclosure": A Union's Right to Know. Union, room 310 at 3:15 p.m. Refreshments served.

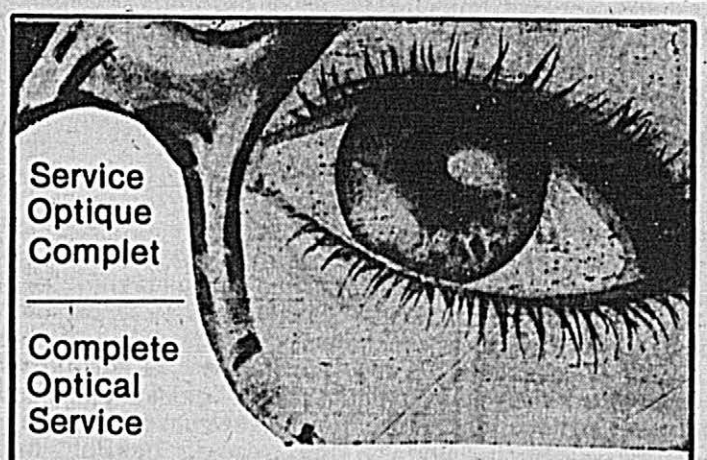
Term Paper Workshops:
Researching in the Humanities, 10 a.m. and 1 p.m. One hour each. Writing the Term Paper 3 - 4:30 p.m. Undergraduate Library Workshop Room. Sign up - call 392-4288.

Faculty of Music—Free Concerts:
Pollack Concert Hall, 555 Sherbrooke St. W. 8:30 p.m.
Graduation Recital: Margaret-Rose Etienne, piano - student of Luba Zuk. Works: Beethoven, Debussy, Chopin, Prokofiev.

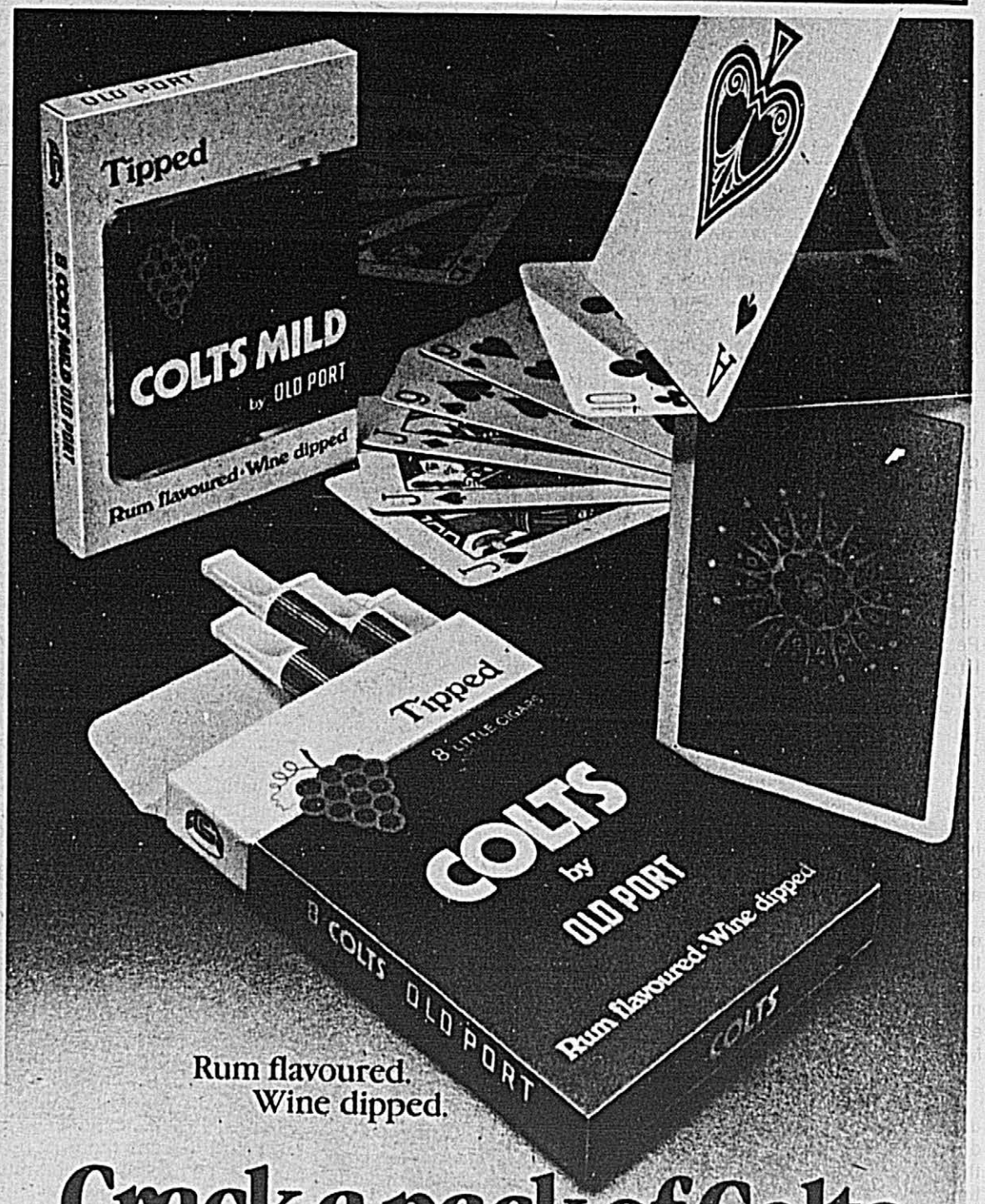
Amateur Radio—VE2UN:
Those interested in participating in CQWW (CW) annual contest, please leave note at the station. de: VE2UN

COUPE XXI
Haute Coiffure Masculine
Men's Hair Stylists
1200 McGill College
866-6110

HOSTARIA ROMANA
Businessman's Lunch
One minute from Campus
2044 Metcalfe
Tel. 849-1389
Complete License
Dine Here Soon
Open 7 days a week


Service Optique Complet
Complete Optical Service
Des Roches & Nantais
Avila Des Roches, O.D.D.
400 est, Sherbrooke
845-8305
Jacques Nantais, O.D.D.
625 President Kennedy
844-8104
Optique Laurentienne Ltée.
Laurentian Optical Ltd.

Daily joins le français Editorial Board
Meeting today at 5:00 p.m. to discuss "the issues", i.e. today's and tomorrow's.



Crack a pack of Colts along with the cards.